

PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCES A LA JUSTICE PENALE

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

***Recrutement d'un consultant pour l'élaboration
d'un « Guide d'intervention pour l'assistance juridique
et judiciaire »***

Ouverture de l'Appel : 14 Décembre 2015

Fermeture de l'Appel : 22 Décembre 2015

AMI N°004/PAAJP/2015

**NDH-Cameroun, Montée Lycée Nkol-Eton, Face supermarché RAYCO
B.P 4063 Yaoundé Tél :(237) 222 01 12 47 / 675 65 72 92
Site web : www.ndhcam.org
Email : programs@ndhcam.org / ndhcam@yahoo.fr**

BREVE PRESENTATION DU PROJET

Contexte et Justification

Faisant de la justice un droit fondamental, la **Déclaration universelle des droits de l'homme** consacre les principes que sont l'égalité devant la loi, la présomption d'innocence, le droit à un procès équitable et public par un tribunal indépendant et impartial, auxquels s'ajoutent toutes les garanties nécessaires à la défense de quiconque est accusé d'une infraction pénale. C'est conscient de cela que, le Cameroun a encadré sur son territoire la protection des droits de l'Homme en général et le droit d'accès à la justice en particulier par un arsenal juridique constitué par les Conventions internationales, protocoles et Chartes ratifiées, les lois et règlements nationaux.

Malgré cette volonté affichée par le Cameroun, on note un déficit de protection des droits des citoyens et surtout une permanence des violations de ces droits, conjuguée à un difficile accès à la justice. On cite entre autres problèmes : l'inaccessibilité et l'ignorance des textes juridiques, l'éloignement des citoyens des tribunaux; la faible capacité économique à couvrir les frais d'information et de procédure judiciaire, l'absence de mécanisme d'assistance judiciaire pour les démunies, la difficulté d'accès aux avocats, la violation des droits des personnes privées de liberté et des paysans, les violations récurrentes des Droits de la défense; les cas de torture, etc.

Face à toutes ces difficultés, NDH-Cameroun comme à son habitude, veut à travers ce projet renforcer sa stratégie d'accompagnement juridique et judiciaire des victimes d'une part, et renforcer l'information et la sensibilisation sur le droit pénal d'autre part.

Objectif Global : Faciliter l'accès à la justice à travers l'amélioration de l'appropriation du droit pénal et surtout du code de procédure pénale par les couches vulnérables.

Objectifs spécifiques :

- Renforcer de manière durable l'offre d'assistance et d'accompagnement juridique/judiciaire
- Faciliter la compréhension du droit pénal

OBJET DU MANDAT

Contexte

Au regard des problèmes d'accès à la justice cités ci-haut, NDH a entrepris dans le cadre de la mise en œuvre du projet PAAJP, de renforcer son mécanisme d'assistance des populations, à travers la mise en place d'un pool de volontaires para juristes. A cet effet, le renforcement de capacités de ces volontaires est envisagé afin d'assurer une aide efficace aux citoyens sur le terrain. Aussi, la conception d'un Guide méthodologique a été prévue comme outil pédagogique pour faciliter l'appropriation par les volontaires des techniques d'assistance juridique et judiciaire.

Les objectifs recherchés

Le *Guide d'intervention dans le domaine de l'assistance juridique et judiciaire* a pour objectif général d'outiller les paras juristes en droit, procédures pénales, et techniques nécessaires pour assurer l'assistance juridique et judiciaire des populations.

Les objectifs spécifiques sont :

- Imprégner les parajuristes des procédures usuels pour un accès facilité à la Justice à la justice ;
- Doter les para juristes des principaux éléments du droit pénal et des procédures pénales;
- Imprégner les parajuristes des techniques d'accompagnement des populations concernées;
- Faire acquérir aux para juristes la démarche et les outils appropriés en matière de conduite et suivi de l'assistance juridique et judiciaire des populations concernées;

Description de la mission

Le consultant devra effectuer les tâches suivantes :

- Collecter les textes et mécanismes nationaux concernant la justice pénale et l'assistance juridique et judiciaire ;
- Analyser et ressortir les données pertinentes pour l'information et l'assistance des populations sur leurs droits et devoirs, et les moyens de les faire valoir ;
- Analyser l'effectivité de ces textes et mécanismes en rapport avec les réalités vécues par les populations et les personnes en détention;

- Formuler des recommandations pertinentes, des stratégies d'assistance adaptées au contexte d'accès à la justice au Cameroun ;
- Clarifier la procédure de prise en charge des victimes et le rôle des différents acteurs ;
- Synthétiser, classer et présenter les données obtenues de manière claire, avec un langage accessible à tous.

Engagements et livrables attendus

- Une version numérique et physique du premier draft
- Une version finale du guide
- Participation aux réunions de mise au point et de suivi avec le chef de projet ;
- Participation à l'atelier de validation du Guide

Méthodologie de travail

Après sélection, le consultant devra prendre contact avec l'équipe dirigeante du Projet pour une harmonisation de la stratégie et du calendrier de travail. Dans ce sens, le plan du guide devra être proposé par le consultant et validé par le coordonnateur du projet avant rédaction. Le premier draft du Guide fera l'objet d'un atelier de validation au cours duquel le consultant présentera le document. Par la suite, il se chargera de la consolidation de la version finale du guide à partir des suggestions formulées.

Période et durée

La mission s'effectuera sur une durée maximale de **20 jours** durant le mois de **janvier 2016** à compter de la date de notification du contrat; soit 10 jours pour la production de la première version et 03 jours pour la consolidation de la version finale après l'atelier de validation.

Profil requis

Pour mener à bien cette mission, le prestataire doit avoir :

- Etre titulaire d'un diplôme de fin d'Etudes Supérieur en Droit et particulièrement en droit ;
- Avoir une bonne connaissance des mécanismes d'assistance juridique et judiciaire ;
- Avoir une maîtrise de la collecte, du traitement et d'analyse des données;
- Avoir une expérience prouvée dans la production scientifiques d'ouvrages;
- Avoir une bonne maîtrise du français et de l'anglais.

Soumission des Offres

Les offres des candidats devront comprendre :

- Un CV détaillée;
- Une offre technique comportant une méthodologie et un chronogramme de travail ;
- Une offre financière pour les coûts de conception et de rédaction du guide

Les 02 offres doivent être mises dans une enveloppe unique fermée en (02) exemplaires portant la mention "originale" et les deux (02) autres, avec la mention "copie" au plus tard le **22 Décembre 2016** avant 16 heures à l'adresse suivante :

NDH-Cameroun, Montée du Lycée Nkol-Eton,

B.P 4063 Yaoundé

Tél :(237) 222 01 12 47 / 675 65 72 92

Email: ndhcam@yahoo.fr

Les dossiers de candidatures doivent être adressées à « *Madame la Directrice exécutive de NDH-Cameroun* » avec en haut et à gauche la mention :

« *Réponse à l'appel d'offre pour le recrutement d'un consultant pour l'élaboration d'un Guide d'intervention dans le domaine de l'assistance juridique et judiciaire* ».

Seul le soumissionnaire retenu sera contacté pour fixer les modalités pratiques de la réalisation de la prestation.